



# Assemblée générale

Distr. limitée  
24 septembre 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-septième session**  
**Commission des questions politiques**  
**spéciales et de la décolonisation**  
**(Quatrième Commission)**

## Organisation des travaux

### Note du Président

1. Les questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale qui ont été renvoyées pour examen à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) sont énumérées dans le document A/C.4/67/1. Des renseignements généraux sur ces questions, y compris les références à la documentation correspondante, figurent dans la liste préliminaire annotée des questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la soixante-septième session (A/67/100 et Add.1)<sup>1</sup>.
2. Aux termes de l'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, chacune des grandes commissions adopte un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles.
3. L'Assemblée générale a décidé que la soixante-septième session serait suspendue le mardi 18 décembre 2012 et que, entre autres, la Commission devrait achever ses travaux au plus tard le jeudi 5 novembre 2012 (voir A/67/250, par. 11 et 12).
4. En conséquence, la Commission pourra envisager d'adopter, à titre indicatif, les dates ci-après pour l'examen des diverses questions inscrites à son ordre du jour, étant entendu que ces dates pourront être revues périodiquement, selon que de besoin. La Commission regroupera également certaines questions inscrites à son ordre du jour aux fins d'examen afin d'utiliser pleinement et efficacement les services de conférence qui lui ont été alloués. Ainsi qu'il est indiqué ci-après, les services chargés de la gestion des conférences ont alloué 24 séances à la Commission et ont invité instamment celle-ci à faire tout ce qui est en son pouvoir pour achever ses travaux dans les délais impartis. La Commission ne pourrait

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (27 septembre 2012).

<sup>1</sup> Pour la liste définitive adoptée par l'Assemblée générale, voir le document A/67/251.



modifier les dates de l'examen de telle ou telle question qu'à l'intérieur des dates et horaires indiqués ci-après.

<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates de l'examen</i>
Organisation des travaux	Jeudi 4 octobre 2012, matin (1 séance)
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa <i>e</i> de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (point 56)	Lundi 8 octobre, après-midi Mardi 9 octobre, après-midi Mercredi 10 octobre, après-midi Jeudi 11 octobre, après-midi Vendredi 12 octobre, après-midi
Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (point 57)	
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (point 58)	
Dispositifs offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes en matière d'études et de formation (point 59)	
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 60)	
Université pour la paix (dialogue suivi d'un débat général) (point 49)	Mercredi 17 octobre, matin <sup>a</sup> (1 séance)
Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (dialogue suivi d'un débat général) (point 51)	Jeudi 18 octobre, matin Vendredi 19 octobre, matin (2 séances)
Questions relatives à l'information (dialogue suivi d'un débat général) (point 55)	Mardi 23 octobre, après-midi Mercredi 24 octobre, après-midi Jeudi 25 octobre, après-midi (3 séances)
Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (dialogue suivi d'un débat général) (point 54)	Lundi 29 octobre <sup>b</sup> , matin Mardi 30 octobre, matin Mercredi 31 octobre, matin Jeudi 1 <sup>er</sup> novembre, matin (4 séances)
Effets des rayonnements ionisants (dialogue suivi d'un débat général) (point 50)	Vendredi 2 novembre, matin (1 séance)
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (séance de questions-réponses suivie d'un débat général) (point 52)	Mardi 6 novembre, après-midi Mercredi 7 novembre, après-midi (2 séances)

<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates de l'examen</i>
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (séance de questions-réponses suivie d'un débat général) (point 53)	Vendredi 9 novembre, matin Lundi 12 novembre, matin Mardi 13 novembre, matin (3 séances)
Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (projet de programme de travail pour la prochaine session) (point 116)	Jeudi 15 novembre, matin (1 séance)
Planification des programmes (point 131)	
Décisions relatives à tous les projets de résolution et de décision pendants	
<b>Total</b>	<b>24 séances</b>

<sup>a</sup> Suivi de « Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace », en fonction du temps disponible.

<sup>b</sup> Le vendredi 26 octobre 2012 est un jour férié.

5. Pour établir ce calendrier, le Président s'est fondé sur les considérations suivantes :

a) La Commission voudra peut-être, conformément à la pratique établie et compte tenu de la documentation disponible, tenir un débat général sur les points 56 à 60 et consacrer un débat à chacun des points 49 à 55, 116 et 131, étant entendu que les projets de résolution et de décision seront examinés séparément;

b) Les représentants de territoires non autonomes et les pétitionnaires seront entendus aussitôt que possible lors de l'examen par la Commission des questions pertinentes et le Président propose que la Commission consacre ses séances de mardi, mercredi et jeudi 9, 10 et 11 octobre à l'audition des pétitionnaires;

c) Le point 116 « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale », est renvoyé à toutes les grandes commissions, uniquement pour qu'elles en tiennent compte lorsqu'elles examineront leur programme de travail provisoire et prendraient leur décision y relative;

d) L'Assemblée renvoie le point 131 « Planification des programmes », à toutes les grandes commissions et l'examinera elle-même en séance plénière afin d'élargir le débat sur les rapports concernant l'évaluation, la planification, l'établissement des budgets et le suivi.

6. Sous réserve que le programme de travail provisoire ci-dessus convienne à la Commission et afin de faciliter les travaux de celle-ci, le Président propose de clore la liste des orateurs pour le débat général sur les points 56 à 60 le lundi 8 octobre, à 18 heures. La Commission se prononcera, le moment venu, sur la clôture de la liste.

7. Le Président appelle en outre l'attention des membres de la Commission sur les décisions de l'Assemblée générale concernant l'organisation de ses travaux, qui figurent aux sections II.B à III du document A/67/250.

8. Les membres de la Commission sont également priés de garder à l'esprit la décision de l'Assemblée générale selon laquelle toutes les séances plénières et séances des grandes commissions tenues le matin et l'après-midi durant la soixante-

septième session commencent à 10 heures et 15 heures précises respectivement. Le Président appelle aussi l'attention des membres sur le fait que l'Assemblée a décidé que, durant la soixante-septième session, les séances pourraient être déclarées ouvertes et les débats commencer sans que le quorum prévu à l'article 108 du Règlement intérieur de l'Assemblée soit atteint (voir A/67/250, par. 13 et 16).

9. Étant donné que la Commission ne pourra disposer que d'un nombre limité de séances, il est proposé de fixer à 10 minutes la durée maximale des déclarations, à l'exception de celles des porte-parole des groupes de délégations, dont la durée maximale sera fixée à 15 minutes. À cet égard, le Président fixera la durée maximale des déclarations des pétitionnaires comme il sera jugé nécessaire.

10. Pour que les textes des déclarations faites aux séances de la Commission puissent être communiqués aux délégations, aux représentants des institutions spécialisées, aux observateurs, aux interprètes et aux rédacteurs de comptes rendus, 250 exemplaires de ces textes doivent être fournis, dont 30 au moins avant que la déclaration soit faite, afin de permettre au Secrétariat d'assurer au mieux les services requis.

11. La liste des documents présentés au titre des divers points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) figure dans le document A/C.4/67/INF/1, qui sera mis à jour au besoin.

---